

BORDJ BOU-ARRERIDJ: Nécessité de respecter les délais de réception des projets du secteur des ressources en eau

Le ministre des Ressources en Eau, Hocine Necib, a exhorté lundi à Bordj Bou Arreridj les entreprises de réalisation des projets du secteur à multiplier les efforts afin de réceptionner les projets, en cours, à travers la wilaya, dans les délais fixés.

Le plan d'action du gouvernement adopté par le parlement prévoit une série de mécanismes destinés à donner une nouvelle dynamique au projet, dont le règlement des arriérés dus aux entreprises de réalisation, a affirmé le ministre.

M. Necib a également relevé que le plan de développement global de la wilaya de Bordj Bou Arreridj mobilise plus de 14 milliards de dinars, dont 8 milliards de dinars exclusivement réservés aux projets d'approvisionnement en eau potable en raison des spécificités de la wilaya, dépourvue en ressources hydriques suffisantes et confrontée au tarissement de nombreux forages.

Cette situation, a ajouté M. Necib, a amené les autorités publiques à programmer 30 opérations, actuellement en chantier, ainsi que le projet des transferts régionaux d'eau, à l'instar de celui du barrage de Tilesdit de la wilaya de Bouira appelé à alimenter environ 70.000 habitants de 5 communes du Nord de la wilaya de Bordj Bou Arreridj.

Il a également évoqué le projet du barrage de Tichy-Haf de Bejata devant approvisionner 60.000 habitants, et ce, en attendant de renforcer l'alimentation en eau potable du chef-lieu de wilaya et la commune de Ras El Oued à partir du barrage d'Ain Zada.

Il a été également décidé d'augmenter le volume d'approvisionnement en eau potable de la daïra de Mansourah de 2.000 m³/jour à 10.000 m³/jour à partir de la fin du mois de juillet en cours, parallèlement au transfert de la gestion



de la distribution d'eau potable et du réseau d'assainissement des communes à l'Algérienne des eaux (ADE) et les eaux usées à l'Office national de l'assainissement (ONA).

Au total, 19 communes de la wilaya de Bordj Bou Arreridj et 600 communes à l'échelle nationale continuent de gérer la distribution de l'eau, a souligné le ministre assurant que l'objectif partagé entre son département et le ministère de l'Intérieur, des Collectivités Locales et de l'Aménagement du Territoire est de parvenir dans les deux prochaines années à transférer totalement la gestion des réseaux d'eau potable à l'ADE.

Assurer l'approvisionnement de la population en eau potable constitue, a affirmé M. Necib, l'objectif principal du ministère des Ressources en Eau par la

poursuite de l'exécution du programme du président de la république Abdelaziz Bouteflika en matière d'investissement dans la mobilisation des ressources hydriques et le raccordement des barrages pour les grands transferts d'eau.

Le ministère des Ressources en Eau a procédé durant sa visite à la mise en service du projet d'alimentation en eau potable de la partie supérieure du chef-lieu de wilaya ayant mobilisé une enveloppe financière de 800 millions de dinars, en plus de la mise en service de la station de pompage de la commune de Sidi Brahim dans le cadre du projet de transfert au profit des communes de la daïra de Mansourah.

Il a également inspecté un château d'eau dans la commune d'El Main.

AÏN DEFLA

Lancement des chantiers de réalisation de 4000 logements en location-vente

Les chantiers de réalisation de 4000 logements de type location-vente ont été lancés dimanche à Aïn Defla par le wali, Benyoucef Azziz, et le directeur régional de l'ADDL d'Alger ouest, Belkacem Rechem. Les chantiers de logements en question englobent 2000 unités à Aïn Defla (dont la moitié est confiée à une entreprise indonésienne) et 2000 autres à El Attaf, à l'ouest de la wilaya. Le choix des terrains devant abriter ces constructions «a été fait selon des critères bien déterminés», a indiqué le wali, exhortant les entreprises chargées de leur réalisation à se mettre au travail illico et à respecter les délais et les normes de réalisation. M. Benyoucef Azziz a rappelé que le ministre du secteur s'était engagé, lors de sa dernière visite dans la wilaya, à procéder dès fin 2018, à l'attribution des logements à leurs propriétaires de manière graduelle. Notant que le programme alloué à la wilaya de Aïn Defla s'élève à 6050 unités, le directeur régional de l'ADDL d'Alger ouest a, de son côté, fait savoir que les chantiers des communes restantes en l'occurrence Khémis Miliana (1250 unités), Djendel (500) et Sidi Lakhdar (300) seront installés courant de cette semaine. Avant d'inspecter les sites devant abriter les futurs logements de type location-vente, le wali s'est enquis, au niveau du nouveau pôle urbain de Aïn Defla, de la cadence de réalisation de 1000 logements sociaux locatifs dont la livraison est prévue pour septembre prochain. Il a, à cette occasion, instruit les responsables à charge du projet à achever les travaux se rapportant à l'électricité, à l'assainissement et aux routes, tout en mettant l'accent sur la dotation de ce pôle en espaces verts et en structures assurant divers services. Le chef de l'exécutif a également insisté sur le parachèvement des travaux de réalisation de deux groupes scolaires avant le début de la prochaine rentrée scolaire, avant de faire état du lancement «imminent» des travaux de réalisation d'un lycée (1000 places pédagogiques) et d'un CEM dont la livraison est prévue pour la rentrée 2018-2019.

PORT DE PÊCHE ET DE PLAISANCE BOUDIS DE JIJEL

UNE DESTINATION PRIVILÉGIÉE

Le port de pêche et de plaisance de Boudis de Jijel est devenu la destination privilégiée des citoyens, notamment durant les soirées d'été, drainant de nombreuses familles qui y veillent jusqu'à des heures tardives de la nuit au milieu d'un paysage maritime saisissant et les quais où sont amarrés 143 bateaux et barques de pêche.

Au milieu d'une intense activité commerciale de 3.000 pêcheurs, durant l'année, qui pêchent différentes espèces de poissons et de produits de la mer et œuvrent au sein des structures de base relatives à l'entretien du port,

mais aussi à la construction des bateaux de pêche, les promeneurs trouvent en ce lieu, depuis sa réouverture aux visiteurs en 2012, un endroit de prédilection pour passer des moments agréables en famille.

Le directeur général de l'Entreprise de gestion portuaire et abris de pêche de Djen Djen (EGPP), Riad Nasraoui, a indiqué à l'APS que depuis sa création en 2004, les missions de cette entreprise portuaire sont de faire de cet espace un pôle commercial et touristique pour devenir une réelle destination préférentielle pour les familles et les visiteurs.

Il prévoit également à ce que cet endroit enregistre cette année entre 400.000 et 500.000 vi-



siteurs, d'autant que cette structure accueille, selon lui, des activités culturelles denses, organisées à l'initiative de la direction de la culture.

M. Nasraoui a ajouté, en outre, que cette entreprise portuaire, qui s'étend sur une superficie de huit hectares, emploie 27 agents de sécurité et six surveillants lesquels envisagent de louer 40 tentes au cours du mois de juillet prochain.

Par ailleurs, eu égard à l'adhésion qu'a reçue la troupe musicale El Affak de Annaba qui a participé dernièrement aux journées de l'Inchad et du Madih, organisées dans cet espace, Abdallah B., employé à l'Entreprise nationale de transport ferroviaire, confie que «les membres de sa famille ont pris l'habitude de se rendre le soir au port de Boudis pour profiter de la brise marine et

assister à des activités culturelles variées».

Il a ajouté que ce qui les incite le plus, lui et sa famille, à venir expressément dans ce port c'est bien pour la quiétude caractérisant ce lieu.

Les familles veillent soit au port, soit à la plage Kotama, jouxtant le port de Boudis, pour y prendre une glace, en bord de mer à même le sable.

Ancien directeur dans une entreprise publique, Amar Y. se rend, pour sa part, pra-

tiquement chaque jour dans ce lieu pour profiter de l'air marin, siroter quelques verres de thé d'Adrar et se balader, sans compter que ses enfants, raconte-t-il, ont matière à se distraire sans que cela affecte son porte-monnaie, vu son statut actuel de retraité.

A noter que le port de Boudis connaît des travaux de réhabilitation et de renouvellement du réseau d'assainissement, de l'alimentation en eau potable et celui de l'électricité, ainsi que la création d'une poissonnerie dédiée à la vente en gros et en détail de différents produits de la mer, mais aussi pour faciliter l'activité des pêcheurs et améliorer les services publics du port. (APS)

ELLES ONT LONGUEMENT SOUFFERT DU TERRORISME

267 milliards pour la mise à niveau des communes de l'est de la wilaya de Boumerdès

Noureddine Bedoui, ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, est certainement un homme de parole, du moins en ce qui concerne sa promesse en faveur de la wilaya de Boumerdès.

Il concrétise son engagement fait au wall de Boumerdès Abderrahmane Madani Fouatih, en avril 2017, quelques jours avant les élections législatives. Il vient, en effet, de libérer ainsi 2 676 596 671,00 dinars (plus de 267 milliards de centimes) par le biais du FCCL devenu Caisse de garantie et de solidarité des collectivités locales (CGSCL) en faveur de cette région.

L'information et le montant nous ont été confirmés par le président de la Commission économie et finances de l'APW de Boumerdès, Hocine Sendjak. Ce montant vise à mettre en exécution un programme de mise à niveau de la partie Est de la wilaya de Boumerdès qui souffre d'un énorme retard de développement et d'absence de commodités poussant les habitants des zones rurales à se rapprocher des grands centres urbains.

La marginalisation des années 1980 et 1990 suivie par la décennie noire, ont laissé un grand vide et un décalage flagrant par rapport à la partie Ouest du département. L'objectif principal de ce programme est donc d'encourager le retour de ses habitants dans les zones du piémont d'autant plus que la région vit dans la sécurité retrou-

vée.

Les financements des actions toucheraient, la réhabilitation des chemins communaux, l'ouverture de nouvelles pistes et la maintenance de celles existantes, des actions dans les secteurs hydraulique (AEP et assainissement), la jeunesse ou l'alimentation en gaz naturel. Il est même prévu l'achat de bus scolaires en faveur de certaines nouvelles zones habitées. Pour l'habitat rural, il est en cours depuis plusieurs années et il est géré par une autre procédure de l'Etat.

Lors de sa venue dans la wilaya, la question que nous lui avions adressée se rapportait précisément aux conséquences du terrorisme sur le développement à long terme de l'Est de la wilaya de Boumerdès. Visiblement le ministre attendait une telle question pour fournir plus d'explications aux citoyens. «C'est pour moi une visite très importante parce que je considère que la wilaya de Boumerdès est, au niveau stratégique, très importante par rapport au pôle de la capitale Alger. C'est le prolongement de la wilaya d'Alger. Ce que je voudrais dire aujourd'hui, c'est que nous avons insisté sur le côté Est de la wilaya de Boumerdès, parce que c'est le



côté qui a le plus souffert des affres du terrorisme durant les années 1990. Il y a un besoin qui a été exprimé par les autorités locales. Nous allons tout faire dans le cadre de nos moyens que sont les fonds de solidarité des collectivités locales. Nous avons pris des décisions pour un programme de mise à niveau qui a touché toute la wilaya de Boumerdès en matière d'AEP, de gaz naturel et, d'une manière générale, d'amélioration des conditions de vie des citoyens, c'est-à-dire les aménagements urbains, les chemins communaux, le secteur de la jeunesse, la

construction, notamment quelques stades de proximité. Nous nous sommes également engagés avec les autorités d'être les porte-paroles des grandes préoccupations qui sont posées au niveau de cette wilaya et qui dépassent les capacités financières du fonds de solidarité des collectivités locales. Il y a quelques projets qui sont considérés par les responsables de la wilaya comme importants qui sont reportés et non gelés, nous allons donc tout faire pour débloquer progressivement la majorité de ces projets.» C'est ce qu'il nous a déclaré en exclusivité.

Des fois, les pouvoirs publics mettent en exécution un programme de développement d'une région avec les grands objectifs — fixation ou retour des populations des zones rurales —, en mettant les moyens et en arrêtant la méthode de réalisation de ce programme. Il appartient aux responsables et aux élus locaux de défendre loyalement leurs localités respectives pour arracher le maximum de projets, et à la société civile de s'impliquer pour que ce programme soit concrétisé dans la rigueur et la transparence.

Abachi L.